



La Rançon Perçue par la Turquie

Cette fois c'est fait, l'Europe a cédé au chantage : « ou vous payez, ou nous ouvrons les vannes » lui a-t-on dit. La menace était d'autant plus crédible que les vannes étaient déjà ouvertes.

Alors que certains réclament à corps et à cris la création d'une police aux frontières européennes crédible, voici l'Europe qui, au lieu de prendre son destin entre ses propres mains, cède au chantage turc.

Il est malin, ce Erdogan. Alors qu'il musèle sa presse et ne lésine pas sur le matraquage des kurdes, voire entretient des amitiés ambiguës avec l'islamisme, il parvient à négocier une reprise des pourparlers relatifs à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne, et extrait de l'Europe une somme colossale soit-disant pour recueillir les réfugiés sur le territoire turc. Que croyez-vous qu'il va arriver ? Les réfugiés vont s'agglutiner massivement en Turquie, et il en redemandera.

Pourquoi l'Europe ne gère-t-elle pas convenablement ses propres frontières ?

Certes il existe une agence européenne en charge des frontières de l'Union, à savoir Frontex. Malheureusement, Frontex ne dispose que d'un budget de 176 millions d'euros en 2016. C'est dire que ses moyens sont plus que limités. A titre de comparaison, le budget du Department of Homeland Security Américain (y compris les Coast Guards et le TSA) est pour la même année de 65 milliards de dollars.

Sans commentaire.

Plutôt donc que d'accéder aux demandes excessives d'Erdogan, l'Europe aurait été mieux inspirée de dépenser ses 6 milliards d'euros sur Frontex, et d'en faire une agence de contrôle des frontières crédible.

Une partie de ce budget pourrait être consacrée à l'établissement de centres d'accueil des réfugiés de l'autre côté de la Méditerranée, afin de traiter les demandes d'asile avant embarquement sur des rafiots de la mort, évitant ainsi, ou du moins limitant, l'exploitation de ces pauvres gens par les trafiquants en tout genre.

6 milliards d'Euros devraient aussi être suffisants pour créer un système de contrôle des entrées en Europe modelé sur l'ESTA américain pour les voyageurs dispensés de visa. Le Canada vient d'ailleurs de se doter d'un système similaire. Ce n'est donc pas si compliqué.

Enfin l'Europe devrait, à l'instar des Etats-Unis, contrôler les embarquements vers sa destination AVANT l'embarquement, ainsi que le font les américains grâce à leurs postes avancés dans les aéroports et les ports du Canada et des Caraïbes.

Les pays européens doivent se ressaisir et prendre leurs responsabilités. L'heure n'est plus au manque de fermeté et aux attermoissements fondés sur les bons sentiments. Les politiques payeront cher aux urnes l'insécurité.